

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Pour protester contre le massacre tunisien
TOUS AU MEETING
mercredi 17 mars
aux Sociétés Savantes

L'ORDRE RÈGNE EN TUNISIE...

Seize Morts !

DE POINCARÉ A BLUM

Union sacrée au pied du "Mur d'Argent"

Plébiscité en mai dernier par la souffrance des masses née de la crise et aggravée par la politique « déflationniste » baptisée dans le sang du 6 février, le Front populaire bénéficiait au départ d'un élan formidable.

Les grèves de mai-juin, la démoralisation du grand patronat qui s'ensuivit offraient au gouvernement à direction sociale toute sorte de possibilités.

A l'extérieur, Blum qui, avec son parti, avait réussi de voter le traité de Versailles pour répudier l'héritage maudit que lui laissaient ses prédécesseurs de « droite » et de « gauche ».

Prenant le taureau par les cornes, posant en toute clarté devant l'opinion ouvrière et « républicaine » le problème de la paix et de la guerre, il pouvait, avec le concours de l'Angleterre, refaire une Europe — même impérialiste — viable pour un bon nombre d'amées, et, par cela même, ramener le socialisme de ses cendres, porter des coups terribles au fascisme.

A l'intérieur, en s'appuyant étroitement sur le prolétariat et sur les classes moyennes, il lui était possible de commencer le démantèlement des trusts, d'imposer au capitalisme monopoliste ces réformes de structure applaudies sur tant de tréteaux électoraux.

Recueillant enfin le bénéfice d'une politique extérieure renouvelée, il pouvait arrêter pour un temps la course aux armements et ses saturnales financières, et, à la faveur d'une dévaluation intelligemment et courageusement faite dès l'abord, en pleine lumière, il pouvait juguler le déficit et amorcer une vraie reprise des échanges internationaux.

En faisant siens l'héritage de Versailles, en déshonorant encore une fois le socialisme, Blum voulait l'Europe à la guerre dans un délai rapproché et creusait le gouffre financier des armements.

En reculant — sous prétexte de manœuvrer — devant les trusts, les banques et le grand patronat, en endormant les ouvriers dressés unanimement contre leurs exploitants, et en amenant, en canalisant leur révolte dans les détours sans fin du néo-réformisme cher au cœur de Jouhaux, le gouvernement de Front populaire, tout comme un quelconque gouvernement de Cartel, allait à la moins glorieuse des défaites.

Les décisions qu'il vient de prendre en matière financière, l'abandon de toute politique de coercition anti-capitaliste et le lancement du grand emprunt de la défense nationale, sont la rançon de ces crimes et marquent le commencement de cette défaite.

Les approbations sarcastiques du *Temps* et de l'*Echo de Paris* couvrent les boniments sur la « pause ».

Blum reste en place, toléré et tenu à l'œil, pour faire — à l'intérieur — la politique des possédants — à l'extérieur — la politique de l'impérialisme français.

Se soumettre ou se démettre. Crever le plafond ou sauver le franc... d'une nouvelle amputation.

Tomber comme Herriot en 1926 ou jouer les Poincaré.

Telle était l'impassé où Blum, par sa faute, se trouva acculé la semaine dernière.

Les capitaux théâtralés ou émigrés se refusant aux besoins dévorants de la trésorerie, les banques hollandaises répondant par la négative à une demande d'emprunt qui eut encore accordé quelques semaines de répit, Blum n'hésita pas.

Avec souplesse il joua la carte anglo-saxonne.

La finance anglaise et la finance américaine ne demandaient pas mieux.

La livre sterling et le dollar n'ont aucun intérêt à ce qu'un franc à nouveau dévalué vienne rouvrir les hostilités monétaires, pour l'instant suspendues, ni à ce qu'une France autarchique restreigne encore la peau de chagrin du marché mondial.

JEAN BERNIER.
 (Lire la suite page 4)

VIVE LE FRONT POPULAIRE !

L'histoire ouvrière française, déjà pleine du sang des assassinés de Fourmies, de la Martinique, de Villeneuve-Saint-Georges, de Draveil, etc., enregistre un nouveau massacre.

Seize mineurs tunisiens ont été tués par la troupe et la gendarmerie et près de trente autres sont blessés. Leur crime est d'avoir fait grève sur le tas, las de la vie de misère qu'ils menaient et désireux d'arracher un peu de bien-être.

Les grévistes de Métlaoui ont reçu la réponse que leur situation de travailleurs et de coloniaux mérite en régime capitaliste : le massacre par la gendarmerie et la troupe.

Qu'on ne vienne pas nous raconter que certains de ces mineurs étaient armés, que parmi eux il s'en est trouvé qui, se sentant en danger, ont tiré sur la troupe. Si c'est vrai, ce serait la preuve que les travailleurs nord-africains ont un peu plus de sang dans les veines que les ouvriers français et, loin de mériter le reproche, leur attitude serait à donner en exemple aux exploités de la métropole, toujours enclins à lutter contre la garde mobile et l'armée avec des ordres du jour.

La politique coloniale du Gouvernement actuel vient d'aboutir à sa conséquence logique : la répression. La répression comme sous tous les ministères bourgeois, la répression qui est la seule forme de gouvernement en régime capitaliste.

Ce ne sont pas les commissions d'enquête qui changeront les cadavres en vivants. Ce ne sont pas les délégués de parlementaires qui habilleront la vérité trop criante.

L'Etoile Nord-Africaine a été dissoute ; les syndicats sont illégaux en Tunisie ; les minces libertés que nous possédons en France sont inexistantes en Afrique.

Pleurez, maintenant ; faites des discours, déplacez deux caporaux et un capitaine, cherchez les « responsables ».

Les responsables véritables, vous aurez soin de les oublier ; c'est le régime capitaliste, c'est l'impérialisme français, c'est son fidèle agent d'exécution : le Gouvernement de « gauche » Blum.

Voilà, monsieur Thorez, une belle façon de terminer une grève.

Voilà, monsieur Moutet, une belle étape vers l'émancipation des travailleurs coloniaux.

Voilà, ô dirigeants syndicalistes qui, devant les cercueils des victimes, vous félicitez de vos appels au « calme », l'aboutissant logique de votre soumission à la politique du Front populaire.

Vous aurez les félicitations de la droite pour votre attitude énergique comme vous avez reçu ses louanges pour votre capitulation devant la Banque et l'Industrie.

Mais il reste des ouvriers conscients, de plus en plus nombreux, qui voient clair. Le massacre des mineurs grévistes de Métlaoui n'est pas prêt d'être oublié.

Au-dessus des races et des couleurs, au-dessus des croyances et des coutumes, l'unité révolutionnaire se forge.

Il lui faut se substituer d'urgence à la politique de trahison des intérêts ouvriers, de lâcheté envers les agissements fascistes, de main tendue aux pires ennemis du prolétariat.

Notre main c'est, contre l'ennemi commun : l'exploiteur capitaliste, aux asservis du colonialisme, que nous la tendons.

Pour clamer votre haine de l'impérialisme assassin, Pour marquer votre solidarité avec les peuples coloniaux,

Pour exiger les libertés ouvrières en faveur des travailleurs tunisiens,

Assistez en masse au GRAND MEETING DE PROTESTATION qui aura lieu, mercredi 17 mars, à 20 h. 30, Salle des Sociétés Savantes.

Orateurs : Frémont, de l'Union Anarchiste ; Saïl Mohamed, de l'Union Anarchiste ; Coudry, de la J.A.C. ; Finidori, ancien secrétaire de la C.G.T. Tunisienne ; Messali, de l'Etoile Nord-Africaine (dissoute) ; un Orateur du Destour.

Faillite frauduleuse...

C'est le mot qui vient à la pensée. Et point seulement à celle des anarchistes. Il suffit d'écouter les mille voix qui montent du cœur des travailleurs, sans distinction de partis, et qui proclament la déchéance du gouvernement qui sous le couvert du Front populaire a trahi les intérêts de la classe ouvrière.

Pas de grands mots, surtout ! Les faits suffisent et leur sobre éloquence comporte assez d'enseignements pour qu'on n'éprouve pas le besoin d'y mêler la littérature. Cette fois la démonstration est parfaitement claire. En prenant les dernières mesures financières que l'on sait dont la plus importante est le lancement, avec l'appui des Banques et de la Presse, d'un emprunt pour la Défense Nationale avec garantie contre les fluctuations éventuelles du change ; en rejetant complètement les mesures rigoureuses de fiscalité démocratique, de contrôle des capitaux et de coercition qu'il s'était engagé à adopter et dont le dispositif était tout préparé, le gouvernement Blum a accompli sa soumission. Devant l'ultimatum de la Banque, il a capitulé. Désormais l'expérience du Front populaire, préparée et réalisée par Staline au profit de l'impérialisme russe, est achevée. Elle a donné tout ce qu'elle pouvait donner et on peut, sans crainte, laisser tomber les masques.

Faisons le bilan. Après dix mois de luttes mal dirigées, freinées par les chefs politiques et syndicaux, que reste-t-il des magnifiques conquêtes de juin ? Sans doute quelque chose. La semaine de quarante heures, les congés payés, l'institution des délégués d'entreprise et surtout le droit de contracter collectivement avec les patrons, sont des avantages substantiels qu'il convient d'inscrire à l'actif de la classe ouvrière. Ils apportent la preuve de la vigueur de son offensive, dont, en dépit des manœuvres, tous les fruits n'ont pas pu lui être arrachés et qui eut pu, sans aucun doute, se prolonger en une magnifique et décisive victoire. Nous ne pouvons pas croire que le prolétariat ne veuille à tout prix les consacrer. Pourtant, déjà, le patronat les lui dispute avec une insolente aïrefé. Il a reconstruit ses forces dans la trêve qui lui fut accordée et il a trouvé des complices dans les partis, dans les syndicats et dans le gouvernement : on sait quelle est trop souvent la besogne des délégués d'entreprise et ce que sont devenues les conventions collectives, non garanties par la grève, annulées par les lois sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires. Que reste-t-il des concessions arrachées par la force touchant le rajustement des salaires ? La rapide montée des prix a en totalité annihilié les avantages obtenus de sorte que le niveau de vie des ouvriers et des fonctionnaires s'inscrit aujourd'hui, dans la plupart des cas, au-dessous de ce qu'il était en juin. Et, si les travailleurs, mécontents, prétendent revendiquer des salaires améliorés, que pourront donner les arbitrages à venir dans l'ambiance de pause et d'union nationale qu'a voulu créer le gouvernement ?

Dira-t-on, au moins, que comme Blum le proclamait à Lyon, le Front populaire a sauvé la paix ? En effet, nous n'avons pas encore mis sac au dos. Mais au train où vont les choses, on ne tardera pas à nous y inviter. Jamais, en tout cas, on n'avait assisté à une aussi formidable prise d'armes. L'Europe, le Monde semblent à la veille d'une conflit et les gouvernements augmentent fébrilement leur puissance militaire. Dans cet effort général, la France n'est pas au dernier rang. On sait qu'elle vient de consacrer plusieurs dizaines de milliards à l'exécution d'un programme d'armements qui, selon les

COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

Pour nos Gosses...

Assistez tous SAMEDI 13 MARS à la

GRANDE SOIREE DE SOLIDARITE

à 20 h. 30, à la Salle Wagram

Notre fête du 30 janvier qui, on s'en souvient, fut d'une qualité et d'une richesse artistiques incomparables, sera encore surpassée samedi. On en jugera par l'extraordinaire concours de vedettes que nous avons réussi à réunir au programme :

La Poésie et le Théâtre

Maria Valsamaki - Jacqueline Hopstein - Fanny Robianne (de l'Odéon) - Solange Sicard (de la Porte-St-Martin) - Maurice Rostand - Julien Bertheau (de la Comédie-Française) - Belpêtré (de la Comédie-Française).

La Satire et la Gaîté

Marga Tozi
 René Paul Groffe
 Goupil - Celmas

Le Chant et la Danse

Luccioni de l'Opéra - le ténor Villasèque
 Charles Friant de l'Opéra-Comique - Beloff
 Et la danseuse espagnole Lolita Gomez.

l'Humour et la Fantaisie

Gilles et Julien
 Bib et Bob
 Stello

La chorale « la Armonia », sous la direction d'Armando NUNEZ

Régisseur : Roger TOZINY.

Au piano : le compositeur Fernand HEINTZ.

Notre ami Sébastien FAURE fera une causerie sur l'Eglise et la Révolution espagnole

Prix d'entrée : 7 fr. ; enfants : 4 fr. L'entrée de la Salle se fera par le 5 de la rue Montenotte.

indications de Staline, mettra sa force armée au niveau de sa sécurité, ce qui ne signifie peut-être pas grand' chose aux yeux du commun mais qui prend un sens parfaitement clair pour les marchands de canons qu'on avait juré d'anéantir, mais qui voient affluer les commandes, prévues en contre partie, dans le nouvel emprunt de la Défense Nationale. On sait par ailleurs comment le gouvernement a réussi, en créant la plus formidable équivoque, à faire accepter à la classe ouvrière et au nom d'une pseudo-défense de la démocratie ces mesures effarantes prédisant au plus hideux des massacres. Et nous pourrons conclure que le Front populaire, fossoyeur de l'internationalisme prolétarien, non seulement n'a rien fait pour la paix, mais encore a créé le climat et les conditions matérielles d'une nouvelle guerre.

Voilà où nous en sommes. L'expérience Blum se solde par une sinistre escroquerie. Le gouvernement s'en prend, pour l'instant, au porte-monnaie des travailleurs en attendant de s'en prendre à leur vie. Il exécute présentement la volonté des Banques en attendant d'exécuter celle de l'Etat-Major.

Dans un cas comme dans l'autre il est entre les mains de la Bourgeoisie. Et c'est à la condition qu'il soit docile qu'on lui a laissé la vie, c'est à la condition qu'il autorise et favorise le sabotage des lois sociales, qu'il juge la force ouvrière, qu'il prépare intensément à la guerre et que, cette fameuse carte du libéralisme dont parle Vincent Auriol, elle soit jouée contre le prolétariat. Donnant, donnant : le gouvernement n'aura d'argent qu'à ce prix. Ecoutez l'Echo de Paris devenu gouvernemental... Au sujet de l'Emprunt il écrit : *Le patriotisme (sic) commande d'y souscrire, d'autant plus que... cette garantie de change rend le placement tentant. On ne saurait mieux dire.*

Allons ! Allons ! Tout s'arrange. Tout rentre dans l'ordre et la légalité bourgeoise. Il ne reste que le souvenir désagréable d'un frisson qui a couru sur l'échine de ces messieurs. Le règne du coffre-fort continue. Les travailleurs viennent d'être vendus pour trente deniers.

LASHORTES.

De mon wagon

Comme je passais, l'autre jour, devant une soupe populaire, j'eus la pénible impression de reconnaître mon ami Eugène le plombier, qui faisait queue. Voulant aussitôt savoir par quel triste concours de circonstances il en était arrivé là, je m'approchai de la file.

— On attrape la fièvre ici... Allons-nous en jeter un ! s'écria-t-il en m'apercevant. Je t'expliquerai la combine.

Alors, dans le petit bistro du coin, Eugène me fit cette confidence inattendue :

— Tu crovais que j'étais de la zone ? T'es pas malade ? Si les potes attendent la jafe, moi, c'est le photographe que je compte bien voir radiner dans le secteur.

— Le photographe ?

— Ben oui, carafe ! (Tiens, ça rime...) Celui de Paris-Soir. T'as pas remarqué que, depuis quelques jours, la démagogie coule à pleins robinets dans ce sympathique canard ? Et je te lance des S. O. S. Et je t'interviewe. Et je te photographie les salopards. Et je leur z'y refle des cinq cents balles, que c'est comme un bouquet de fleurs. Ah ! la vie est belle !

— Alors, j'attends mon tour. Comme je suis au choume, j'ai le temps de voir venir...

— As-tu remarqué, Eugène, que cette manne bienfaisante a coïncidé avec le lancement de *Ce soir* ?

— Le journal des cocos ?

— Des cocos... c'est à dire qu'on y rencontre aux leviers de commande de braves gens comme Jean-Richard Bloch, Aragon, Duthilleul... ce qui est déjà symbolique.

— Eh bien ! pour moi, c'est plus qu'un symbole, ces mes-s-là ; c'est comme les ratichons ou les punaises, quand t'en vois un, fais gaffe : c'est rare s'il est tout seul... Et si j'étais pas enroulé, je te chanterais ça sur l'air des « Rateliers de la Volga ».

— Attends un peu, Eugène, et tu aperverras le bout de l'oreille. Pour le moment, tu peux admirer les procédures des magnats de la presse pour écouter leur production. Et ces méthodes publicitaires démontrent péremptoirement que ce sont — exclusivement — des commerçants, qui vendent du papier imprimé comme d'autres vendent autre chose. Et les boniments : servir la vérité, le pays, etc., autant en emporte le vent.

— Mon vieux, ils se dém... énent.

— Et je verrais pas d'inconvénient à ce que l'*Action Française* distribue des couleaux ; le *Jour*, des sucettes ; le *Journal*, des macarons ; le *Popu*, des portraits de Blum, et l'*Huma*... de la pomade souffrée ! C'est toujours ça de pris, comme disait ma grand'mère...

— Et vous, au *Libertaire*, qu'est-ce que vous attendez pour distribuer quelque chose ?

— Nous, nous portons la bonne parole, et nous croyons ainsi servir la vérité envers et contre tous les charlatans et les fakirs de la politique et du patriotisme professionnel. Notre rôle est obscur et ingrat, mais nous l'avons choisi, et nous sommes bien payés quand nous voyons monter notre tirage... C'est toujours ça de pris, comme disait ta grand'mère.

— Puis nous avons confiance dans un idéal qui sut se maintenir intact contre vents et marées.

— T'as raison ! c'est beau, la confiance, conclut Eugène. En attendant, paye nos goûts, si ça te fait rien... Ça sera ma tournée quand j'aurai été photographié.

LE BANLIEUSARD.

APRÈS LES « MÉMOIRES D'UN ANE »...

Les mémoires d'une bourrique

La faillite des partis politiques dits « de gauche », l'impuissance démontrée des gouvernements de Front Populaire, que ce soit ici ou que ce soit outre Pyrénées, leur incompréhension et leur carence en face de la situation révolutionnaire ont attiré, en raison de son intransigeance dans la lutte des classes beaucoup de sympathies et de bonnes volontés au mouvement anarchiste. On conçoit facilement que ce succès et cette confiance de prolétariat à notre égard aient suscité une réaction, d'abord de la part des politiciens qui font métier de prêcher la révolution à condition qu'elle ne se fasse jamais, ensuite des possédants dont l'intérêt réside dans le conservatisme social et qui déclent en nous leurs véritables ennemis.

Les premiers, grands pourfendeurs de Basiles quand la calomnie les atteint, mais n'hésitant point à user de cette arme contre leurs adversaires, repandent sur l'action de la C.N.T., de la F.A.I. et de l'Union Anarchiste les propos les plus abjects et les relations les plus erronées.

Les autres, plus fourbes encore s'il est possible, remettent en vogue les vieilles campagnes du temps des lois scélérates et tentent, en confondant volontairement anarchistes et bandits, de seiner la confusion et de discréditer le mouvement libertaire. C'est ainsi par exemple que le *Paris-Soir*, journal par excellence des commerçants et des ragots publie les mémoires de l'ex-commissaire Guillaume.

Le commissaire Guillaume, tout gonflé d'importance et en bon valet glorieux de son emploi de portier ne tarit pas sur les anarchistes. Ses souvenirs de chien du garde, transcrits dans un style banal et pompeux, veulent être un réquisitoire contre ceux qui, au nom d'idéologies supérieures se refusent à ployer l'échine devant le mouchard. Relatant les intrigues où il fut mêlé, il semble s'excuser de ce que Mestino n'était point abonné au *Libertaire* et il regrette de ne pouvoir assimiler les critiques de Landru aux effets de la propagande par le fait. Mais le but poursuivi est trop visible et le commissaire Guillaume, primaire sans esprit et qui n'a en fait de lettres que des ressemblances de romans d'aventures à soixante-cinq centimes n'est vraiment pas assez fort pour abuser qui ce soit. Les clichés éculés et les lieux communs ne sont pas la littérature, monsieur Guillaume, et tout porte à croire qu'endant flic vous eussiez dû vous en tenir là et ne point vous mêler d'écrire. Il est vrai que de nos jours l'aptitude au mouchardage peut tenir lieu de talent !

Or donc, ce brave flic s'étend complaisamment sur les affaires où l'équivoque est permise et il y emploie fréquemment « anarchiste » et « criminel » comme des synonymes admis. « Pourris d'anarchisme » est une expression qui lui vient assez couramment sous la plume.

On comprend aisément que Bonnot et ses amis, que les vrais anarchistes sont loin d'apprécier sans réserve, aient laissé d'assez mauvais souvenirs aux « rous-sins » dont ils contribueraient à leur façon à diminuer l'importance numérique. Le flic qui, dans notre société se croit volontiers « tabou » accepte fort mal que des individus résistent à son outrecuidante autorité et lui rendent coup pour coup. Il préfère le bon bougre qu'on peut matraquer sans qu'il fasse de « rouspétance ».

Le commissaire Guillaume qui s'évertue à faire ressortir les dangers encourus par le policier dans sa lutte contre le criminel oublie volontiers de nous narrer le plus petit passage à tabac. Pas un mot sur les ignobles brutalités dont lui et ses congénères se rendent chaque jour coupables, sur

la personne d'hommes ou de femmes sans défense. Et pourtant ! Pour un Bonnot tirant froidement sur le flicard, combien de pauvres types rossés par une douzaine de brutes, dans un local hermétique. La vérité historique qui aurait dû animer le « mémorialiste », commandait qu'on en fit mention. Mais c'est été pour le pourvoyeur de prisons avouer publiquement toute l'infamie de son peu reluisant métier. Il était déjà bien suffisant que le commissaire Guillaume soit obligé de reconnaître que la police ne s'exerce que par le mouchardage et la délation, ce qui vraiment n'est pas très glorieux.

On se demande pourquoi après cela ce « Javert » ose encore se réclamer de l'honneur et de la droiture ! Le crapaud prétendait-il à la beauté ?

Non, le commissaire Guillaume est un personnage trop infime, quelle que soit sa suffisance, et trop médiocre pour parvenir en tant que fonctionnaire à faire de la situation révolutionnaire évoquer le succès et cette confiance de prolétariat à notre égard aient suscité une réaction, d'abord de la part des politiciens qui font métier de prêcher la révolution à condition qu'elle ne se fasse jamais, ensuite des possédants dont l'intérêt réside dans le conservatisme social et qui déclent en nous leurs véritables ennemis.

Les autres, plus fourbes encore s'il est possible, remettent en vogue les vieilles campagnes du temps des lois scélérates et tentent, en confondant volontairement anarchistes et bandits, de seiner la confusion et de discréditer le mouvement libertaire. C'est ainsi par exemple que le *Paris-Soir*, journal par excellence des commerçants et des ragots publie les mémoires de l'ex-commissaire Guillaume.

Le commissaire Guillaume, tout gonflé d'importance et en bon valet glorieux de son emploi de portier ne tarit pas sur les anarchistes. Ses souvenirs de chien du garde, transcrits dans un style banal et pompeux, veulent être un réquisitoire contre ceux qui, au nom d'idéologies supérieures se refusent à ployer l'échine devant le mouchard. Relatant les intrigues où il fut mêlé, il semble s'excuser de ce que Mestino n'était point abonné au *Libertaire* et il regrette de ne pouvoir assimiler les critiques de Landru aux effets de la propagande par le fait. Mais le but poursuivi est trop visible et le commissaire Guillaume, primaire sans esprit et qui n'a en fait de lettres que des ressemblances de romans d'aventures à soixante-cinq centimes n'est vraiment pas assez fort pour abuser qui ce soit. Les clichés éculés et les lieux communs ne sont pas la littérature, monsieur Guillaume, et tout porte à croire qu'endant flic vous eussiez dû vous en tenir là et ne point vous mêler d'écrire. Il est vrai que de nos jours l'aptitude au mouchardage peut tenir lieu de talent !

Or donc, ce brave flic s'étend complaisamment sur les affaires où l'équivoque est permise et il y emploie fréquemment « anarchiste » et « criminel » comme des synonymes admis. « Pourris d'anarchisme » est une expression qui lui vient assez couramment sous la plume.

On comprend aisément que Bonnot et ses amis, que les vrais anarchistes sont loin d'apprécier sans réserve, aient laissé d'assez mauvais souvenirs aux « rous-sins » dont ils contribueraient à leur façon à diminuer l'importance numérique. Le flic qui, dans notre société se croit volontiers « tabou » accepte fort mal que des individus résistent à son outrecuidante autorité et lui rendent coup pour coup. Il préfère le bon bougre qu'on peut matraquer sans qu'il fasse de « rouspétance ».

Le commissaire Guillaume qui s'évertue à faire ressortir les dangers encourus par le policier dans sa lutte contre le criminel oublie volontiers de nous narrer le plus petit passage à tabac. Pas un mot sur les ignobles brutalités dont lui et ses congénères se rendent chaque jour coupables, sur

la personne d'hommes ou de femmes sans défense. Et pourtant ! Pour un Bonnot tirant froidement sur le flicard, combien de pauvres types rossés par une douzaine de brutes, dans un local hermétique. La vérité historique qui aurait dû animer le « mémorialiste », commandait qu'on en fit mention. Mais c'est été pour le pourvoyeur de prisons avouer publiquement toute l'infamie de son peu reluisant métier. Il était déjà bien suffisant que le commissaire Guillaume soit obligé de reconnaître que la police ne s'exerce que par le mouchardage et la délation, ce qui vraiment n'est pas très glorieux.

On se demande pourquoi après cela ce « Javert » ose encore se réclamer de l'honneur et de la droiture ! Le crapaud prétendait-il à la beauté ?

Non, le commissaire Guillaume est un personnage trop infime, quelle que soit sa suffisance, et trop médiocre pour parvenir en tant que fonctionnaire à faire de la situation révolutionnaire évoquer le succès et cette confiance de prolétariat à notre égard aient suscité une réaction, d'abord de la part des politiciens qui font métier de prêcher la révolution à condition qu'elle ne se fasse jamais, ensuite des possédants dont l'intérêt réside dans le conservatisme social et qui déclent en nous leurs véritables ennemis.

Les autres, plus fourbes encore s'il est possible, remettent en vogue les vieilles campagnes du temps des lois scélérates et tentent, en confondant volontairement anarchistes et bandits, de seiner la confusion et de discréditer le mouvement libertaire. C'est ainsi par exemple que le *Paris-Soir*, journal par excellence des commerçants et des ragots publie les mémoires de l'ex-commissaire Guillaume.

Le commissaire Guillaume, tout gonflé d'importance et en bon valet glorieux de son emploi de portier ne tarit pas sur les anarchistes. Ses souvenirs de chien du garde, transcrits dans un style banal et pompeux, veulent être un réquisitoire contre ceux qui, au nom d'idéologies supérieures se refusent à ployer l'échine devant le mouchard. Relatant les intrigues où il fut mêlé, il semble s'excuser de ce que Mestino n'était point abonné au *Libertaire* et il regrette de ne pouvoir assimiler les critiques de Landru aux effets de la propagande par le fait. Mais le but poursuivi est trop visible et le commissaire Guillaume, primaire sans esprit et qui n'a en fait de lettres que des ressemblances de romans d'aventures à soixante-cinq centimes n'est vraiment pas assez fort pour abuser qui ce soit. Les clichés éculés et les lieux communs ne sont pas la littérature, monsieur Guillaume, et tout porte à croire qu'endant flic vous eussiez dû vous en tenir là et ne point vous mêler d'écrire. Il est vrai que de nos jours l'aptitude au mouchardage peut tenir lieu de talent !

Or donc, ce brave flic s'étend complaisamment sur les affaires où l'équivoque est permise et il y emploie fréquemment « anarchiste » et « criminel » comme des synonymes admis. « Pourris d'anarchisme » est une expression qui lui vient assez couramment sous la plume.

On comprend aisément que Bonnot et ses amis, que les vrais anarchistes sont loin d'apprécier sans réserve, aient laissé d'assez mauvais souvenirs aux « rous-sins » dont ils contribueraient à leur façon à diminuer l'importance numérique. Le flic qui, dans notre société se croit volontiers « tabou » accepte fort mal que des individus résistent à son outrecuidante autorité et lui rendent coup pour coup. Il préfère le bon bougre qu'on peut matraquer sans qu'il fasse de « rouspétance ».

Le commissaire Guillaume qui s'évertue à faire ressortir les dangers encourus par le policier dans sa lutte contre le criminel oublie volontiers de nous narrer le plus petit passage à tabac. Pas un mot sur les ignobles brutalités dont lui et ses congénères se rendent chaque jour coupables, sur

la personne d'hommes ou de femmes sans défense. Et pourtant ! Pour un Bonnot tirant froidement sur le flicard, combien de pauvres types rossés par une douzaine de brutes, dans un local hermétique. La vérité historique qui aurait dû animer le « mémorialiste », commandait qu'on en fit mention. Mais c'est été pour le pourvoyeur de prisons avouer publiquement toute l'infamie de son peu reluisant métier. Il était déjà bien suffisant que le commissaire Guillaume soit obligé de reconnaître que la police ne s'exerce que par le mouchardage et la délation, ce qui vraiment n'est pas très glorieux.

On se demande pourquoi après cela ce « Javert » ose encore se réclamer de l'honneur et de la droiture ! Le crapaud prétendait-il à la beauté ?

Non, le commissaire Guillaume est un personnage trop infime, quelle que soit sa suffisance, et trop médiocre pour parvenir en tant que fonctionnaire à faire de la situation révolutionnaire évoquer le succès et cette confiance de prolétariat à notre égard aient suscité une réaction, d'abord de la part des politiciens qui font métier de prêcher la révolution à condition qu'elle ne se fasse jamais, ensuite des possédants dont l'intérêt réside dans le conservatisme social et qui déclent en nous leurs véritables ennemis.

Les autres, plus fourbes encore s'il est possible, remettent en vogue les vieilles campagnes du temps des lois scélérates et tentent, en confondant volontairement anarchistes et bandits, de seiner la confusion et de discréditer le mouvement libertaire. C'est ainsi par exemple que le *Paris-Soir*, journal par excellence des commerçants et des ragots publie les mémoires de l'ex-commissaire Guillaume.

Le commissaire Guillaume, tout gonflé d'importance et en bon valet glorieux de son emploi de portier ne tarit pas sur les anarchistes. Ses souvenirs de chien du garde, transcrits dans un style banal et pompeux, veulent être un réquisitoire contre ceux qui, au nom d'idéologies supérieures se refusent à ployer l'échine devant le mouchard. Relatant les intrigues où il fut mêlé, il semble s'excuser de ce que Mestino n'était point abonné au *Libertaire* et il regrette de ne pouvoir assimiler les critiques de Landru aux effets de la propagande par le fait. Mais le but poursuivi est trop visible et le commissaire Guillaume, primaire sans esprit et qui n'a en fait de lettres que des ressemblances de romans d'aventures à soixante-cinq centimes n'est vraiment pas assez fort pour abuser qui ce soit. Les clichés éculés et les lieux communs ne sont pas la littérature, monsieur Guillaume, et tout porte à croire qu'endant flic vous eussiez dû vous en tenir là et ne point vous mêler d'écrire. Il est vrai que de nos jours l'aptitude au mouchardage peut tenir lieu de talent !

Or donc, ce brave flic s'étend complaisamment sur les affaires où l'équivoque est permise et il y emploie fréquemment « anarchiste » et « criminel » comme des synonymes admis. « Pourris d'anarchisme » est une expression qui lui vient assez couramment sous la plume.

On comprend aisément que Bonnot et ses amis, que les vrais anarchistes sont loin d'apprécier sans réserve, aient laissé d'assez mauvais souvenirs aux « rous-sins » dont ils contribueraient à leur façon à diminuer l'importance numérique. Le flic qui, dans notre société se croit volontiers « tabou » accepte fort mal que des individus résistent à son outrecuidante autorité et lui rendent coup pour coup. Il préfère le bon bougre qu'on peut matraquer sans qu'il fasse de « rouspétance ».

Le commissaire Guillaume qui s'évertue à faire ressortir les dangers encourus par le policier dans sa lutte contre le criminel oublie volontiers de nous narrer le plus petit passage à tabac. Pas un mot sur les ignobles brutalités dont lui et ses congénères se rendent chaque jour coupables, sur

la personne d'hommes ou de femmes sans défense. Et pourtant ! Pour un Bonnot tirant froidement sur le flicard, combien de pauvres types rossés par une douzaine de brutes, dans un local hermétique. La vérité historique qui aurait dû animer le « mémorialiste », commandait qu'on en

Devant le péril une seule solution : Renforcer l'alliance ouvrière

La C.N.T. de Madrid nous fait part dans ses numéros des 26 et 27 février de la curieuse attitude de *La Correspondencia de Valencia*, organe de l'U.G.T. Compréhension l'ardent désir des ouvriers espagnols d'arriver à créer l'Alliance ouvrière révolutionnaire proposée par la C.N.T. et F.A.I. depuis mai 1936 au Congrès de Saragosse, l'organe de l'U.G.T. exalte la révolution et l'unité ; mais, par ailleurs il essaye de faire croire que cette alliance avec la C.N.T.-F.A.I. est réellement impossible en raison de l'attitude des anarchistes. A l'appui de ses dires, il cite quelques cas de frictions entre affiliés des deux centrales syndicales. Et la C.N.T. écrit :

« Tandis que le prolétariat espagnol verse son sang, nous rappelons à Pascual Tomás à propos de certains articles de l'organe de l'U.G.T. à Madrid, qu'il faut traiter nettement le problème, tant que la C.N.T. et l'U.G.T. n'auront pas une action commune absolument fraternelle, les rivalités ne disparaîtront pas entre les deux centrales syndicales. Et plusieurs autres journaux de Madrid font une campagne acharnée ayant pour base l'esprit de parti. Pour la galerie, on lance des mots d'ordre tel que : « L'unité antifasciste », « il faut d'abord gagner la guerre », « démocratie parlementaire », « discipline », « respect au gouvernement », etc. Et cela se traduit par des abus d'autorité, opposition systématique aux initiatives. Et pour montrer que cette fois-ci ça va marcher rondement, on qualifie cela de « politique de direction » ! »

« La C.N.T. rappelle que cette politique



du bourgeois qui parle, commande, et du travailleur qui exécute est finie en Espagne. « Nous ne porterons pas cette chemise fasciste même teinte de rouge et sous la direction politique d'un seul parti ».

De son côté le « Bulletin d'Information » de la C.N.T.F.A.I. du 3 mars nous fait part que l'unité révolutionnaire est réalisée sur tout le front d'Aragon. Les Fédérations des provinces de Saragosse, Huesca, Téruel pour l'U.G.T. et le comité régional d'Aragon, Rioja et Navarre pour la C.N.T. se sont mises d'accord pour la collectivisation des terres ; la C.N.T. et l'U.G.T. aideront et stimuleront les collectivités libérées constituées.

Le même accord est réalisé déjà sur le front des Asturias.

Il faut mentionner que les secteurs antifascistes qui ont conclu ces accords entre U.G.T. et C.N.T. se mettent à la disposition du gouvernement de Valence, tout en signifiant ce qui a toujours été dit : « Nous faisons la guerre et la révolution ».

La question catalane sera traitée séparément, puisqu'elle ne peut être séparée du récent congrès de la F.A.I.

Ajoutons que nos camarades s'élèvent (Sotl du 4 mars), contre la création d'un corps unique de sécurité par la généralité. Une fois de plus les « révolutionnaires » de la Généralité commettent la faute des démocraties : créer une police éloignée de toute idée révolutionnaire, comme celle de l'armée neutre. Quelle utopie !

« Nous spécifions d'ores et déjà que nous

considérons cette initiative comme une erreur et comme une mesure contre révolutionnaire. C'est à la révolution elle-même à créer ses organes régulateurs ».

« Au sujet de l'armée éloignée de la politique, tous les secteurs sont unanimes à n'en pas vouloir. L'armée a toujours fait de la politique, et toujours contre le peuple. Par conséquent, l'armée doit avoir une finalité politique déterminée et ne pas être éloignée des luttes révolutionnaires qui agitent les masses populaires ». Constatons donc avec satisfaction que l'Alliance ouvrière révolutionnaire se réalise peu à peu, malgré l'obstruction de la bourgeoisie républicaine et de certains politiciens inféodés à des influences extérieures.

Toutes les manifestations officielles des organismes de la C.N.T. et de la F.A.I. sont d'ailleurs tendues vers cette unité d'action parfois mise en péril par des manœuvres tortueuses de certains secteurs politiques catalans et aussi par l'esprit étroitement centralisateur de certains membres du gouvernement de Valence.

Il y a plus de trois mois déjà que la révolution de Catalogne et le *Soli* ont préconisé l'envoi massif sur le front de Madrid de toutes les forces armées inemployées en Catalogne.

En contre-partie, la revendication constante des anarchistes était l'égalité d'armements pour tous les fronts.

Notre correspondant nous transmet par téléphone le texte d'une affiche apposée à Barcelone, au début de la semaine, par la Fédération locale des groupes anarchistes. En voici le texte :

AU PEUPLE

« Nous nous élevons contre tous ceux qui visent à une domination personnelle ;

— Contre les basses et néfastes manœuvres de secteurs irresponsables, il faut que prennent position les éléments responsables et les organismes officiels ;

— Contre ceux qui ont la mission de s'opposer à l'impulsion généreuse de la Catalogne, afin de sauvegarder leurs propres intérêts et légitimer ainsi l'exploitation de l'homme par l'homme ;

— Contre la tolérance des centrales syndicales, envers le mépris des dirigeants pour les volontés populaires.

Les GROUPES ANARCHISTES DE BARCELONE CRIENT :

Plus de sincérité et de bonne foi !

Plus d'armes au front d'Aragon !

Moins de cumuls rétribués !

Moins de soldes fabuleuses !

Socialisation totale des richesses et plus de volonté, afin de gagner la guerre et faire la révolution sociale !

D'autre part, la jeunesse libertaire a également fait placer une affiche qui faisait allusion à la manifestation de l'autre dimanche à Barcelone et à la nature insuffisante de l'armement en Aragon, déclare :

ALERTE ! ALERTE !

Les fascistes avancent en Aragon. Leur avance est contenue grâce au sacrifice de nombreuses vies de nos camarades désemparés qui se lancent héroïquement contre les tanks.

Certains font de la politique, alors que le front est dégarni.

Il manque des armes en Aragon ! Les avions, les fusils qui passèrent dimanche à Barcelone doivent aller au front d'Aragon !

Moins de théâtre et plus d'action ! La jeunesse révolutionnaire l'exige. Nous voulons aller au front ! Nous voulons des armes !

Les Jeunesse Libertaires de Catalogne.

C'est la classe ouvrière qui a vaincu l'insurrection ; ce sont les organisations syndicales qui ont rétabli l'économie dans les provinces libérées ; ce sont les travailleurs qui versent leur sang pour arrêter l'avance fasciste ; ce sont les ouvriers qui doivent être les seuls maîtres. C'est la signification profonde du mot d'ordre lancé par le Front Révolutionnaire de la Jeunesse : « Tout le pouvoir économique aux Syndicats ».



Le défilé des milices ouvrières, dimanche 1er mars, à Barcelone.

Heures décisives

Parler ? Comment et de quoi allons nous parler ? Le problème que nous avons sur le tapis ne se résoudra pas avec des discours.

Il y a des moments dans l'histoire des peuples dans lesquels seuls les faits peuvent et doivent être efficaces.

Et aujourd'hui nous vivons un pareil moment, non seulement le prolétariat espagnol mais le monde ouvrier tout entier.

La guerre d'Espagne n'est pas une guerre de plus. A l'étranger on ne veut pas connaître la vérité sur ce qui se passe au-delà des Pyrénées.

On ferme les yeux, on ne veut pas voir la vérité. Il y a plus : il semble que certains souhaitent voir le drame espagnol se terminer rapidement quitte à voir les mercenaires de Franco dominer l'Espagne entière.

Cet esprit de résignation, cette thèse conformiste doit disparaître ; de cela dépend non seulement la liberté d'une partie importante d'Europe mais encore la vie de millions d'êtres humains.

Quand on pense au peu que la classe ouvrière a fait sur le plan international pour sauver la révolution espagnole, une espèce d'angoisse et de tristesse nous envahit.

Non pas que nous négligions les amis, les frères qui, d'Europe et d'Amérique, sont venus travailler avec une véritable ardeur depuis le premier jour pour notre cause. Non, rien de cela. Pour eux tout notre amour loyal fraternel, sincère...

Mais écoutez bien, cette situation ne peut sauver un peuple, le délivrer des griffes fascistes. Il faut faire plus, beaucoup plus. Il faut créer cette psychose de révolte qui détermine l'action des masses dans le monde entier.

A l'union sacrée du fascisme international il faut opposer l'unité de fer, indestructible et inébranlable du prolétariat mondial.

Cela seulement peut nous sauver. Le reste ne sont que vieilles formules et sophismes de plus basse espèce.

Si le prolétariat espagnol n'avait eu à combattre contre les armées envahissantes, en ces heures le soleil de la liberté brûlerait en Espagne. Mais cela, malheureusement, n'a pu se produire. Et cela ne pouvait se produire en premier lieu par l'établissement de chloroformisation de l'Europe, et de plus par l'aide intense et efficace que l'Italie, l'Allemagne et le Portugal ont prêté à l'Espagne fasciste.

Résumons en disant : il est temps de réagir contre la politique impérialiste des pays européens. S'il convient à l'Angleterre, parce que de cette manière elle entend mettre ses intérêts à l'abri de possibles expropriations, de laisser le fascisme s'insérer en Europe, il est de l'intérêt du prolétariat international que le fascisme soit totalement et définitivement mis en déroute en Espagne.

La situation est dans toute sa rudesse : ou le fascisme ou nous.

On les idées de progrès et de liberté incarnées par ceux qui luttent pour l'indépendance de l'Espagne, ou le retour à la barbarie, au moyen-âge, ce qui est en définitive, le but que se sont mis en tête d'affirmer les envahisseurs du pays de Cervantes.

DAVID ANTONA.

Pour ceux qui luttent Pour les orphelins

L'étranglement de la révolution espagnole se poursuit méthodiquement, froidelement calculé par les impérialismes s'étiquetant fascistes ou démocratiques et qui tous craignent pour leur héritage, le triomphe de l'Espagne ouvrière et antifasciste.

Tandis que l'on resserre étroitement le blocus des frontières gouvernementales, le ravitaillement en hommes et en armes se poursuit avec frénésie dans le camp de Franco.

Tous les révolutionnaires, tous les hommes de cœur qui luttent pour l'affranchissement de toute servitude doivent mobiliser toutes leurs forces, toutes leurs ressources au service des victimes de la révolution mondiale.

IL FAUT REAGIR SANS TARDER

Le Comité pour l'Espagne libre lance un véritable appel à l'aide pour une solidarité active et efficace, pour la création de centres locaux qui auront pour tâche de recueillir les vivres, vêtements et médicaments et d'organiser la propagande morale et matérielle.

Voici par quels moyens pratiques nous envisageons la collaboration des centres locaux :

a) Installer une permanence, de préférence dans un endroit public ;

b) Interventions dans les meetings, réunions corporatives, etc., pour faire connaître l'existence et le rôle des comités et appeler à la solidarité ;

c) Distributions de tracts, ventes de cartes de solidarité 1, 2 et 5 francs, mise en circulation des listes de souscription ;

d) Organisation de réunions publiques, fêtes de solidarité, etc., en faveur de nos camarades d'Espagne ;

e) Organiser des collectes sur la voie publique avec troncs, et si possible avec une voiture munie de calcots. On peut par le même moyen faire la tournée des commerçants et recueillir des dons en nature. De même sur les marchés ;

f) Insister pour l'insertion de communiqués dans les journaux locaux pour faire connaître les comités et appuyer leur effort de solidarité.

D'autres dispositions peuvent être prises que nous laissons à l'initiative des camarades et groupements.

Pour toutes ces tâches nous rappelons que nous tenons à leur disposition des mandats justifiant leur délégation, ainsi que tout le matériel de propagande : tracts, cartes de solidarité, brochures, affiches, etc., qu'ils soient de diffuser le plus largement possible.

Tous à l'œuvre et sans retard, il y va de notre salut à tous !

LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE,
26, rue de Crussol, Paris (1^{er})
Tél. Roquette 73.96.

Voir en page syndicale, 1^{er} Congrès de la C.N.T. à Barcelone.

La révolution espagnole et le problème de l'État

Les privilégiés ont toujours confondu les notions de l'Etat et de l'organisation sociale en général. Depuis l'avènement de l'école marxiste, cette confusion a pénétré dans les milieux ouvriers. On comprend aisément le souci des classes dirigeantes d'identifier l'organisation étatique de la société avec l'organisation sociale, et de présenter les tentatives d'élimination des institutions étatiques comme un danger mortel pour la collectivité.

c'est le cas en U.R.S.S. Ceci n'empêche pas les institutions ainsi organisées de servir d'une force de coercition pour défendre la société contre les forces parasitaires restant de l'ancien régime.

La révolution espagnole, où l'élément anarchiste prédomine, était appelée à démontrer, par l'expérience, que les institutions basées sur la démocratie directe sont viables.

La reconstruction de la vie sociale sur ces institutions était la préoccupation constante des militants de la C.N.T. et de la F.A.I. Il s'agit de déposséder l'Etat des fonctions sociales qu'il a enlevées à la collectivité à la suite des victoires d'une minorité de privilégiés et de parasites, sur les larges masses des producteurs. Les régions où les organisations libertaires groupent la majorité de la population, cette déposition de l'Etat est très poussée. Le fonctionnement de nouvelles institutions est souvent freiné par les nécessités de la guerre, mais il n'en reste pas moins que ces institutions se forgent et remplacent les institutions étatiques.

La conception erronée des marxistes sur la nature des institutions étatiques les rend rétifs à toute innovation, d'où les discussions passionnées autour de l'organisation de la vie sociale, tant sur le terrains de la production que sur celui de la guerre.

Les masses ouvrières en Espagne, guidées par leur instinct de classe, comprennent les mots d'ordre de la F.A.I. et de la C.N.T. et forgent les institutions de self-government. L'Etat se trouve ainsi presque éliminé du contrôle de la production, du transport, etc.

La rentrée des anarchistes au gouvernement de Largo Caballero a été présentée par beaucoup de gens comme une faillite des idées anarchistes. Ces critiques ont oublié de remarquer que le gouvernement Caballero ne ressemble pas au gouvernement Blum, ni au gouvernement Staline. Il a subi le contre-coup des changements profonds dans la vie sociale de l'Espagne, où les institutions étatiques sont éliminées petit à petit et remplacées par des institutions nouvelles qui, le plus souvent, échappent au contrôle du gouvernement.

Lorsque ces institutions prendront en main toute la vie sociale en Espagne, l'Etat et son gouvernement auront vécu.

CHARLES ROBERT.

Après le meeting de jeudi

La criminelle duprerie du blocus

Notre intention première qui nous avait déterminés à prendre l'initiative de ce meeting était qu'il fut le point de départ d'une action d'engouement exercée dans la rue. Nous avions reçu les propositions et les concours de différentes organisations dont certaines, malheureusement, nous ont fait défaut pour ce prolongement indispensable de l'agitation par meetings qu'était l'action de rue.

S'il perdait ainsi une notable partie de son sens, ce meeting a eu au moins le mérite d'être en somme la seule et unique protestation publique du prolétariat parisien contre cette énorme trahison du blocus.

Bous souligne, au nom du P.O.U.M., que cette odyssée politique ne correspond en rien aux désirs des masses mais bien à ceux des capitalistes internationaux, qu'ils soient « démocratiques » ou fascistes.

Weil-Curiel, qui parlait pour la G.R. à la place de Marceau Pivert, dénonça l'insuffisance de la protestation ouvrière internationale.

Après lui, Fourrier, du C. A. S. P. L. E. rappela opportunément, alors qu'on tentait de repousser l'action sociale de l'Espagne antifasciste, qu'il s'agit bien là-bas d'une guerre révolutionnaire et que c'est d'ailleurs là sa force, définie d'ailleurs excellemment par Durrull quand il disait que la révolution est inseparable de la guerre.

Gorkin, au nom du P.O.U.M., affirme avec force que le peuple espagnol ne veut pas de la démocratie bourgeoise. « Nous ne capitulerons pas, dit-il, devant les impérialismes étrangers, et nous ne permettrons pas que l'Espagne devienne une colonie de l'Italie, de l'Allemagne, et même de l'U.R.S.S., car l'Espagne révolutionnaire doit puiser en elle-même la substance de son régime social.

Ferrat, du groupe « Que Faire », fait remarquer qu'il faut que le blocus soit une duprerie jumelle du contrôle dont les Etats fascistes se moquent éperdument, et il cite en témoignage le « Diario de Notícias » de Lisbonne qui n'hésite pas à dire cyniquement « que les 120 contreurs britanniques commis par le Comité de Londres à surveiller la frontière portugaise, auront sur tout le droit de regarder passer les armes de Franco ! »

LES IDEES ET LES FAITS

DE LA REPRISE A LA PAUSE

Le monde économique montre des signes indiscutables de reprise. Il se peut que des millions d'êtres sous-consomment, et que la misère touche de plus près le monde ouvrier. Il n'en reste pas moins que les stocks s'épuisent sans le secours de la destruction, que les prix de gros montent en flèche, que les matières premières se raréfient, que les chantiers et les ateliers s'organisent pour la course à la production et que la loi régionale politique donne des gages de bienveillance à la bourgeoisie, l'argent se précipite à son tour dans le cycle de la production.

Les premiers pays touchés par la crise se redressent peu à peu. L'Amérique, pays neuf aux expériences financières, se soulève la première sur le plan de l'économie dirigée. L'Angleterre domine au monde le coup de fouet économique de son réarmement. Les monstrueux crédits de guerre votés par son gouvernement appellent la production industrielle à un redressement incomparable. Son charbon et son acier ne suffisent plus à sa glotonnerie de réarmement. Ces produits sont décloués, et malgré cela, la demande est telle que les prix accusent une poussée vertigineuse, rétablissant la marge bénéficiaire fuée par la sommation des achats.

L'Allemagne accusait depuis un certain temps la même poussée.

La France, enfin, entre dans le jeu avec une vigueur nouvelle qui fait craindre un tel déséquilibre de la balance commerciale, que la monnaie nationale sera de nouveau menacée.

Le monde entier voit les capitales s'engager dans la course industrielle. Mais ici, la France se trouve dans l'incapacité de mettre ses capitaux au diapason de la poussée mondiale. Les capitales français, loin d'opérer leur mobilisation, s'immobilisent ou s'investissent à l'étranger. La bourgeoisie française, lorsqu'elle se met à la hauteur de la reprise, en fait bénéficier une économie libérée de la tutelle du prolétariat des grèves de juin. Ou bien elle attend patiemment que les besoins de l'industrie française soient si criants qu'ils déterminent un revirement de la politique du Front populaire français.

C'est de la nécessité de rétablir cet équilibre entre les besoins multipliés de l'industrie et les ongues restrictions de la finance et de l'épargne, qu'est née la fameuse pause de Léon Blum.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lançait dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

C'est pourquoi la finance française obtient l'assurance qu'il ne sera plus procédé à une dévaluation de la monnaie après qu'on ait donné à l'industrie l'avantage contraire et réarmé le courant de libéralisme économique. C'est pourquoi la défense nationale passera au premier plan des préoccupations gouvernementales, et que l'argent de l'emprunt ne sera pas « gaspillé » à des œuvres sociales, mais ira tout enfin au renforcement du compétiteur français dans la course internationale. C'est pourquoi, enfin, tout essai de socialisation intérieure par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses laborieuses et de limitation du profit, sera rigoureusement banni. Ces trois points constituent toute l'exigence de la bourgeoisie dans tous les domaines, le capital français étant assuré d'avoir sa part à la curée économique, on peut dire bourgeoisement que la crise française est fine.

QUI PAIERA LA REPRISE ? LES PAUVRES

Le patronat français par la bouche de Gignoux a promis son appui à la N.E.P. de Léon Blum. Les banques, de leur côté, feront leur accueil à l'emprunt. La bourgeoisie épargnante, rassurée par la clause d'option de change (garantie contre de futures dévaluations) ne peut que bien accueillir l'emprunt. La presse est unanime à féliciter la mise au pas du Front populaire, et nul ne songe plus à le renverser, pas même à l'éteindre. L'avortement du prolétariat et des classes moyennes marchera bien droit sur ses deux bêquilles : d'un côté, le capital satisfait ; de l'autre, le prolétariat abusé que la trahison des partis politiques met dans l'incapacité momentanée de réagir et de retirer au gouvernement son appui.

Les fonctionnaires, par la bouche de leurs représentants syndicaux, acquièrent aux économies nécessaires et au succès de leur mouvement. La métallurgie, le bâtiment, la mine, les employés rapportent des antichambres les miettes malpropre de leurs revendications. L'indice du coût de la vie dépasse les revalorisations de salaire les plus sensibles. Aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en France, le pouvoir d'achat des masses est compromis et se retrouve sous peu bien au-dessous du niveau de juin. Ainsi se paie la reprise.

En France, le syndicalisme ergote encore à la recherche de compromis avec les classes moyennes, sans voir qu'une reprise, même momentanée, rejette ces classes moyennes dans les bras du capital, contre toute revendication prolétarienne. Et pourtant, les grèves de juin sont passées là. Qu'en reste-t-il ? Economiquement, rien. Politiquement, une expérience de la force prolétarienne qui ne sera pas inutile. L'expérience Blum, ou bien elle attend patiemment que les besoins de l'industrie française soient si criants qu'ils déterminent un revirement de la politique du Front populaire français.

C'est de la nécessité de rétablir cet équilibre entre les besoins multipliés de l'industrie et les ongues restrictions de la finance et de l'épargne, qu'est née la fameuse pause de Léon Blum.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lançait dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lançait dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lançait dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lançait dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lançait dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route qui sera désormais suivie : la France rétablira les libertés économiques de la bourgeoisie, et elle participera au réveil économique international, abstraction faite de la composition politique de son gouvernement et de la volonté des masses qui l'ont hissé au pouvoir.

C'est pourquoi la bourgeoisie a obtenu sa prime intégrale de vol sur l'or exporté et théâtralisé.

Ou bien le gouvernement Blum établissant en France une autarchie économique de fait, et se permettant intérieurement toutes les audaces politiques, ou bien il jetait bas les dernières fortifications sociales et se lança dans la course mondiale, à la suite de l'Amérique et de l'Angleterre.

La dévaluation avait posé les premiers jalons de la route

PARIS-BANLIEUE

RECOMMANDATION
IMPORTANTE

Nos correspondants de cette rubrique sont avisés que toute communication qui nous parviendra après le lundi midi sera remise à la semaine suivante.

PARIS 5^e ET 6^e

Les camarades du groupe et les sympathisants sont avisés que les réunions du groupe sont reportées du jeudi au mercredi de chaque semaine. Pour les sympathisants tous les derniers mercredis de chaque mois.

La librairie fonctionne toujours tous les dimanches matins au « Bout du Monde », 2, rue Broca, bas de la Mouff.

Le Secrétaire.

PARIS-9^e

Sous l'égide du groupe anarchiste, le groupe d'études libertaires « Francisco Ferrer » du 9^e a entendu dans une causerie émanvante le camarade Yvon sur le sujet suivant : « Les classes sociales en U.R.S.S. ». Notre camarade a touché à un aspect particulier du problème des classes sociales en U.R.S.S., du paysan khokhovien au prolétariat de l'usine, des employés aux « technocrates » directeurs ingénieurs ; c'est un exposé clair, précis, « en pièces détachées », pourra-t-on dire, qu'il a fait devant un auditoire attentif. Il montre le rôle du « dictateur Staline » qui, d'après lui, s'isole après la boucherie des vieux bolcheviks, et dont le « pouvoir politique » s'avérera comme étant un pouvoir artificiel, sans liaison avec le vrai pouvoir détenu par la « bureaucratie technocratique » exerçant la dictature économique sur le prolétariat.

Yvon nous a démontré que bon nombre de « pèlerins », malgré leur bonne foi, certaine dans bien des cas, n'ont rien compris de l'âme slave et de la nouvelle éthique soviétique.

La misère extrême des paysans et ouvriers, la disproportion énorme entre les salaires d'un ouvrier qualifié et les émoluments princiers de ceux « qui ont fait de plus grandes études », la nationalisation stakhanoviste, la police, l'armée, l'éducation de la jeunesse, le culte du chauvinisme patriote et ionierement national, la liberté du peuple emprisonné dans ses frontières, la culture philosophique des pays bourgeois censurée, arrêtée à la frontière. Et ce n'est qu'un aspect du drame social du « Paradis Soviétique » qu'Yvon a brossé dans cette causerie.

F. Beautes.

PARIS-14^e

Appel à la solidarité

Nous demandons à tous les camarades anti-fascistes de l'arrondissement de bien vouloir nous apporter tout ce qu'ils pourront pour nos camarades militaires espagnols.

Ils ont besoin de tout, mais tout particulièrement de vivres, de vêtements chauds, de laine, de gants et de médicaments. Aussi, camarades, ne perdez pas de temps, et apportez-nous le maximum à notre Comité local, 13, rue Sauvageot. D'avance, merci !

PARIS-18^e

Nous sommes en possession d'une circulaire envoyée à ses adhérents par le Mouvement populaire Paix et Liberté du 18^e. Le secrétariat de ce « mouvement » donne l'ordre à ses membres de ne pas répondre aux convocations qu'ils pourraient recevoir en vue de la constitution du front révolutionnaire qui n'est « qu'une poignée turbulente de scissionnistes ». Et reproche nous est fait de lancer la mot d'ordre de déposer les armes devant l'agresseur fasciste ».

Vous avez donc grand peur de la vérité, messieurs les chefs, pour intimider ainsi à vos troupeaux l'ordre de refuser à s'instruire ailleurs que chez vous ? Nous sommes toutefois obligés de constater votre logique : on ne peut tendre la main aux curés, pour s'unir, et, en même temps, fréquenter ces pendants d'anarchistes.

Cependant, nous continuons notre propagande qui, dans l'arrondissement, commence à porter ses fruits. Mardi dernier, nous avons réuni 120 personnes rue de Trétaigne pour entendre nos amis Charles d'Avray, Doutreau et Henri Guérin. Et le 9 avril prochain, une autre conférence éducative nous permettra, nous en sommes sûrs, d'augmenter encore le nombre de nos auditeurs. D'ailleurs, tous vos adhérents devront, encore une fois, une convocation à leur domicile.

Faites-vous une raison, messieurs. Ça vaut mieux que de pleurnicher.

Le Groupe.

AULNAY-SOUS-BOIS

Initiative communiste

A Aulnay-sous-Bois, la municipalité communiste vient d'appliquer un nouveau système de contrôle pour les chômeurs qui dépasse tout ce qu'on avait imaginé jusqu'à présent.

Nous voulons lui donner le maximum de publicité car nombreux sont encore ceux que la démagogie stalinienne aveugle.

Le chômeur d'Aulnay est tenu de posséder une feuille de la mairie qui doit être tamponnée par le cachet de chaque patron chez qui le chômeur va chercher de l'emploi.

Un cas où le nombre de firmes est insuffisant le chômeur est classé dans la catégorie des faînans et radié.

Inutile d'insister sur l'imbécillité de pareille mesure qui ne fait uniquement que renforcer les critiques bourgeois insultant les ouvriers sans travail.

L'initiative était digne d'être relevée, elle témoigne d'une singulière volonté de la part des communistes à se mettre au niveau des pires municipalités réactionnaires.

GROUPE INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD : GENTILLY, BICETRE, VILLEJUIF, L'HAY

Mercredi 17 mars, les camarades et sympathisants lecteurs du « Lib » sont invités à assister à la conférence privée qui aura lieu salle Berthet, 2, rue de la Mairie, à Gentilly.

Jeanne Humbert, membre du Comité d'honneur de la L.I.C.P., écrivain, auteur de : « Le Pourrissoir, Sous la Cagoule ». En pleine vie, contre la guerre qui vient, etc., traitera le sujet suivant :

NECESSITE D'UNE EDUCATION SEXUELLE

Eugène Humbert, directeur de « La Grande Réforme », organe de la Ligue de la Régénération Humaine, répondra aux questions posées par les auditeurs.

Librairie et documentation seront sur place à la portée de tous.

Participation aux frais : 0 fr. 95.

Venez nombreux et amenez vos amis, et principalement les femmes et les jeunes gens. Le sujet est de première importance du point de vue social.

Le Groupe Banlieue-Sud.

• • •

La Goguette du 6 mars a été un succès. Merci aux artistes et aux auditeurs. Nous recommandons. Voici la liste des billets gagnants de la tombola. Réclamer les lots le samedi matin, de 10 h. à midi, salle Sauvage, place de la Mairie, à Gentilly : numéros 14, 117, 94, 269, 154, 266, 246, 108, 118, 3, 282, 54, 300, 283, 29, 32, 153, 151, 130, 270.

IVRY

Une affiche contre les provocateurs du P. C. par les énervés du P. C. le groupe libertaire a fait apposer une affiche dont nous extrayons les passages suivants :

« Le journal « Le Libertaire », que nous vendons au marché d'Ivry-Port, nos dirigeants locaux ont pris comme mot d'ordre d'en faire cesser la vente à Ivry ; il s'est produit un incident le dimanche 14 février, provocation prouement par les commerçants et les personnes voulant faire leur approvisionnement pour leur ménage, le vendeur du « Libertaire » fut attaqué brutalement par quatre membres du P. C. sans aucune explication et ces quatre derniers étaient soutenus par plus de 200 autres qui attaquaient nos camarades individuellement en tombant à une vingtaine sur chaque camarade.

« Nous posons la question : qui a commandé ces 200 travailleurs communistes pour se rassembler au marché ?

« Ensuite, nos dirigeants ne se sont pas contentés d'empêcher la vente du « Libertaire », voilà qu'ils s'adressent aux enfants de la population ivryenne.

« Jugez, parce que d'aucuns parents connus par nos dirigeants néo-patriotes comme libertaires et sous prétexte qu'ils luttent contre la Municipalité Ouvrière d'Ivry ont refrié purement et simplement le pain de plus de 20 enfants et de personnes infirmes ou plus ou moins incurables. Voilà l'œuvre de nos dirigeants locaux. Messieurs les dirigeants vengez-vous sur les grandes personnes qui vous gérez et non sur les enfants, les infirmes et les incurables qui eux ne font pas de politique.

« Nous ne sommes pas encore en régime de dictature et Messieurs les dirigeants locaux, respectez un peu le programme de votre grande démagogie qui vous déclamez tant pour duper des milliers d'ouvriers qui attendaient plus de leurs élus.

« Les libertaires ne luttent pas contre une municipalité ouvrière. Ils luttent contre les élus qui se respecte pas leur programme de front populaire et où sont-elles les lois sociales pour les enfants et les affigés. »

Le Groupe Libertaire d'Ivry.

VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Subscription en faveur des Combattants espagnols

Recettes. — 7^e liste, 134 fr. 50; tournée Chazot, 112 fr.; total, 240 fr. 50. Total des listes précédentes 4412 fr. Total général : 4.658 fr. 50.

Dépenses. — Comité Résistant Espagne, 62 fr.; Comité Résistant Montpellier, 130 ; Comité Espagne Libre, 205; Comité Antifasciste Aimargues Cartes, 47 ; total, 579 ; total, listes précédentes, 2.993 ; total général, 3.572.

Le Comité remercie tous les donateurs et tient des listes à leur disposition.

Abel Châtellier.

Les ligues fascistes sont-elles dissoutes, oui ou non ?

Dans cet article, je m'adresse aux classes laborieuses de Graulhet qui étaient cru que les ligues, telle celle à Casimir, étaient dissoutes. J'affirme qu'il n'en est rien. Nous avons cru que la conférence qu'ils ont faite il y a quelque temps serait la dernière. Or, pour montrer leur puissance, ils sont revenus à l'assaut le 4 de ce mois. Et qu'ont fait les groupes antifascistes ?

Je vous demande à ce que la classe ouvrière Graulhaise, au passé si glorieux, n'aura pas de cœur de se venger un jour.

M'inspirant de l'exemple de nos frères espagnols, je lance un appel à tous les antifascistes de Graulhet. Camarades, entendez-vous : non vous abattra notre ennemi mortel : le fascisme. A bas le fascisme, vive la liberté !

Ismaël Auriol.

LYON

Un bon début

Le jeudi 4 mars le Groupe de Lyon de la J. A. C. a organisé sa première réunion, café Reynier, 19, rue Creuzet. Les auditeurs suivirent avec intérêt les exposés des divers camarades.

Olive de l'U.A. fait le parallèle, entre la société d'aujourd'hui de misère et d'oppression et la société de liberté et d'abondance que veulent instaurer les anarchistes.

Cesbron, de la J.A.C., expose le programme d'action de son organisation, face aux reniements de tous les groupements de jeunes.

Lavorel commente les paroles de Cesbron, et termine en faisant un appel énergique en faveur de notre Union anarchiste, seule organisation défendant vraiment la classe ouvrière.

Le groupe des jeunes a bien débuté. Qu'il persévere et le succès viendra couronner ses efforts.

MARSEILLE

Un bon début

Samedi 13 courant, à 9 h. 30 du soir, Bar du Petit-Poucet, salle réservée, 23, bd Dugommier, causerie par un camarade sur le sujet suivant : Dévotions générales.

1^e Rédaction définitive de la plate-forme de la F.A.P.;

2^e Rédaction des rapports à confier au délégué de la F.A.P. au congrès de Barcelone;

3^e Divers.

Le lieu où se tiendra notre A. G. sera donné ultérieurement.

Le Secrétaire.

NOTRE LIBRAIRIE

Réservez au Libertaire vos commandes de brochures et de livres.

En vente

De Lénine à Staline, Le Grapouillot. 10 » Dossier des fusillés (après le 30 juin de Staline) 5 »

Mea Culpa, par Louis-Ferdinand Céline 7 50

Ce qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon 2 »

Retour de l'U.R.S.S., d'André Gide. 7 50

Désobéir, par Vlaminck 12 »

Refus d'obéissance, par Jean Giono 6 50

Les Damnés de la Terre, par Henry Poulain 18 »

Le Pain Quotidien, par Henry Poulailler 15 »

Destin d'une révolution, de Victor Serge 18 »

L'Education sexuelle, de Marestan. 15 »

Evolution et Révolution, de E. Reclus 15 »

La Conquête du Pain, de P. Kropotkin 15 »

La Douleur universelle, de S. Faure 15 »

L'Ethique, de Kropotkin 18 »

La Révolution espagnole et l'imperialisme, de Jean Bernier 1 50

La Grande Retape, d'Aurèle Pataormi 10 »

La véritable révolution sociale, Sébastien Faure 12 »

LA VIE DE L'U.A.

LE LIBERTAIRE

Commission administrative.

— Réunion lundi 22 mars, local habituel.

V^e et VI^e arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, café de la Place du Marché Mouffetard, 2, rue Broca.

IX^e arr. — Tous les lundi à 20 h. 45, café Saint-Georges, au coin des rues St-Georges et de Châteaudun.

XI^e et XII^e arr. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 170, rue Saint-Antoine.

XIV^e arr. — Vendredi 12 mars à 21 h., 36, rue de Vanves, Causerie par le camarade Langlois sur « Le Syndicalisme et l'Anarchie ».

XV^e arr. — Tous les vendredis à 20 h. 30, Salle Jourdain, 69, rue de la Convention.

XVI^e, Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvilliers, 50, avenue de Boulogne-Billancourt.

XVII^e arr. — St-Ouen. — Jeudi, 11 mars, à 21 h. Restaurant, 100, rue Cardinet.

XVIII^e arr. — Réunion tous les mercredis à 21 heures « Au Sans-Souci », 100, rue Ordener.

XIX^e arr. — Tous les jeudis, à 20 h. 45, salle Quilleté, 70, rue de Flandre.

XX^e arr. — Mercredis, à 20 h. 30, 67, rue Ménimont, salle Lejeune, 1^{er} étage.

Intercommunal Banlieue-Sud. — Tous les lundis à 20 h. 30, chez Cayez, 51, rue Frileuse à Gentilly.

Antony. — Vendredi 12 mars à 21 h., salle Camille, avenue d'Orléans, présence indispensable.

La C.G.T. va monter
un film intitulé
"LA MARSEILLAISE!"

Encore
un succès
Communiste !

Les ordres des chefs syndicaux

On ne saurait qualifier autrement le communiqué émis par la Commission administrative de la C.G.T., appuyée d'ailleurs par le Bureau (lisez bien le bureau seul) du comité régional du Bâtiment.

A quoi songent les bons confédéraux en ces moments ? Serait-ce les nombreux lock-outs se déclanchant un peu partout qui les rendent sourcilleux. Sont-ils préoccupés du réveil du patronat qui après avoir obtenu à travers l'arbitrage le renoncement aux grèves, accentue sa contre-attaque en licenciant à droite et à gauche ?

Pas du tout. Nos bureaucraties ont toutes leurs pensées prises par la réussite de l'Exposition de 1937 et des cérémonies qui l'accompagnent cette fois. Au moment où des événements mondiaux telle la guerre d'Espagne et la tension internationale qui s'ensuit, mettent le prolétariat à deux doigts d'une turbie générale notre commission administrative élaboré les détails suivant lesquels les colisations des syndicats vont servir à payer la fabrication d'un film officiel chauvin et patriard consacré à la révolution de 1789. Il y a d'ailleurs en cela une certaine logique : la guerre ne deviendra possible que quand le brouillage des crânes sera bien au point.

L'autre décision des bureaucraties relative directement à l'Exposition annonce que pour celle-ci « la responsabilité du mouvement syndical était, engagée nationalement et internationalement et que la discipline s'imposait à tous ». Les confédérations du Bâtiment, inspirées par leur député Brout, évoquent eux les « intérêts bien compris des ouvriers et du Front Populaire ».

Pourquoi tout ce branle-bas ? Il se trouve qu'il y a encore un syndicat dans la région parisienne qui n'est pas complètement colonisé ; c'est le syndicat des Cimenteries. Ces ouvriers savent que dans la voie des concessions il n'y a que le premier pas qui compte ; ils estiment que si les patrons vont être autorisés à faire travailler le samedi et le dimanche à l'Exposition, demain d'autres entrepreneurs invoquant le même motif d'urgence seront tout aussi fondés à rompre la semaine des 40 heures ; en effet dans les chantiers du Bâtiment si les journées de repos du samedi et du dimanche ne sont pas observées simultanément et par tous, aucun contrôle sur les dérogations n'est possible.

Les cimenteries répondent vigoureusement à toutes les phrases patriotiques et Front Populaire sur le prestige du gouvernement lié à la date stricte d'ouverture du 1^{er} mai. Ils disent et avec raison que les Expositions sont de véritables foires commerciales où les travailleurs ne reconnaissent que les accidents dus au rythme rapide des travaux. Lier le progrès des Arts et de la Technique à l'Exposition est une infâme hypocrisie, il n'y a là qu'une vaste entreprise publicitaire et des finances, à accroître donc le profit des capitalistes. Et c'est pour cela que les bâtiments devraient abandonner les 40 heures ! Les cimenteries disent non, ils ont raison.

Les anarchistes saluent cette affirmation de la conscience ouvrière ; ils s'engagent à la faire connaître autour d'eux ; ils s'engagent surtout à soutenir toutes les luttes ouvrières qui essaieront de profiter du banquet des venus, qui sera l'Exposition de 1937, pour pousser au maximum la bataille des classes, il y a là à côté des exigences impérieuses que crée le bas niveau de vie du prolétariat, il y a aussi la protestation humaine éclatante contre l'orgie écourant la félicité dans un monde tourmenté et affamé.

N. Lenoir.

DANS L'HABILLEMENT

CEUX QUI NE S'EN FONT PAS !

Un comité de défense syndicaliste s'impose en ouvrant le « l'œuvre » de samedi dernier (ai failli tomber à la renverse en voyant en bas de la première page des titres en gros caractères sur huit lignes, relatant la démarche d'une délégation « ouvrière » en faveur des travailleurs à domicile ; et en-dessous une photo des délégués, tout le monde réagit).

Bien que le cliché ne soit pas très clair, on y distingue assez facilement Bertrand aussi rigide que devant un défilé de « Stakhanovistes », Bellegue, Bodinéa, M. Téline, ce regard asiatique et qui s'est fait naturaliser « français » pour diffuser sans inconvenients la caméléon à Staline ; Coquelin à la recherche depuis dix ans d'un atelier et puis.. Jeanne Chévenard dont la présence au milieu des ci-dessus est plus qu'attractrice, car il y a des souvenirs qui ne devraient pas s'oublier.

Tous ces délégués ne paraissent pas avoir été beaucoup touchés par la crise du chômage ; ils ont tous le même rire.

Ils sont loin les temps où la Bodinéa, par exemple, enquêtait les confédérés qu'elle trouvait trop pâles réformistes et où le mot « lutte » comme un leitmotiv revenait à chaque ligne dans des « billets » dont on lui attribuait la matière.

Aujourd'hui les temps sont bien changés ; en guise de « lutte » on se rend en délégation à grands renforts de « tam-tam » auprès des groupes parlementaires et après quelques palabres de circonstance, les délégués heureux des résultats acquis éprouvent le besoin de faire publier leur effigie photogénique.

Quel puffisme ! mais aussi quelle cynique exploitation de la naïveté des misérables travailleurs à domicile. S'ils s'en rapportent entièrement à ces sortes de délégations de soin de faire aboutir leurs revendications, je leur prédis qu'ils attendront longtemps.

En face de ce brouillage de crâne où les « nacos » sont passés maîtres il nous faut riposter en formant un comité de défense syndicaliste, je dirai la prochaine fois comment, à mon avis, il doit fonctionner.

LAGRANGE.

Chez Lajoinie

Tous les sympathisants anarchistes et anarcho-syndicalistes, des chantiers Lajoinie à l'Exposition, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu au Café des Deux Hémisphères, 52, rue du Château-d'Eau.

le libertaire syndicaliste

Pour le redressement nécessaire

On nous rendra cette justice qu'ici nous n'avons pas épargné les avertissements sur les véritables intentions des staliniens, lors de la réalisation de l'unité syndicale.

Ces intentions sont en passe de devenir la triste réalité. C'est d'ailleurs l'avis unanime de la presse ouvrière non-infodée à Moscou qui, devant le danger, ose enfin reconnaître que la politique syndicalo-communiste s'inspire non de l'intérêt ouvrier, mais surtout, des ukases du Kremlin.

En effet, les manœuvres employées naguère dans l'ex-C.G.T.U. pour conquérir les cadres et éliminer les suspects sont réapparues dans l'organisation reconstituée. Comme elle le faisait jadis pour ceux qui n'acceptaient pas de se plier aux directives pseudo-révolutionnaires du moment, la fraction poursuit actuellement de sa vindicte les militants qui refusent de suivre le nouvel évangile national-communiste.

Qu'il soit membre de la commission exécutive du syndicat ou de l'entreprise, quiconque croit devoir manifester au cours d'une assemblée générale un avis différent de celui des pontifes moscouitaines est immédiatement l'objet d'une obstruction systématique de la part des cellulaires et, s'il persiste par la suite dans son attitude, mis en demeure de se démettre de ses fonctions, quand il ne se voit pas chassé par le patron ou refusé à l'embauche sur la pression des mêmes individus. Voilà, certes, une

résultante inattendue du contrôle de l'embauchage et du débauchage.

Nous ne nous attarderons pas à rechercher quelles sont les négligences qui ont permis le retour de telles pratiques, à tous les échelons du mouvement syndical, cela un an seulement après la douloureuse expérience de quinze années de scission, un an après les promesses solennellement proclamées du respect de la démocratie et de l'indépendance syndicales. Considérons seulement que l'immense armée de travailleurs qui a rejoint la C.G.T. constituait un élément neuf et non averti, une proie facile pour la pénétration communiste qui a pu rapidement développer son influence néfaste.

Cependant, aux tentatives de subordination politique sont venues s'ajointre celles de la subordination gouvernementale, non moins dangereuse. S'inspirant de la formule de paix sociale « Tout pour le Front populaire, tout pour le Front populaire », réformistes de viole soucieux et néo-réformistes ont opposé à l'action directe de la classe ouvrière les nécessités de la sécurité intérieure et extérieure ou les revendications lointaines et inopérantes du planisme.

Contre cet état de choses qui compromet dangereusement les conquêtes ouvrières récemment obtenues, se dessinent enfin de nombreuses réactions individuelles et collectives.

Dans la région parisienne notamment, s'est constitué une minorité importante dont l'activité a eu le don d'attirer sur elle les foudres de

« l'appareil » bolchévico-syndical, qui reprend ses moyens habituels de calomnie et de déniement, voire d'intimidation et de violence pour tenter d'étouffer le mouvement renaissant pour la défense du syndicalisme de lutte de classe et de son indépendance par le libre exercice du droit de discussion.

En outre, les manœuvres hypocrites employées avant et pendant le dernier congrès de l'Union des syndicats de la Seine, ont suscité un courant vers le redressement syndical dont nous sommes heureux d'enregistrer la progression et qui doit venir appuyer le mouvement précurseur amorcé.

Déjà une besogne utile a été entreprise pour familiariser les travailleurs avec les problèmes de l'actualité ouvrière, par des échanges de vue sur les conventions collectives, sur le véritable rôle des délégués d'atelier que s'attachent à restreindre les directions syndicales plus ou moins domestiquées, enfin sur l'arbitrage obligatoire. Ces conférences-controverses devront être multipliées pour permettre aux militants de base d'exprimer leur opinion et de déterminer pour l'avenir une orientation syndicale profitable aux intérêts ouvriers.

C'est là une besogne constructive qui rencontra l'approbation de tous les anarchistes, de tous les syndicalistes sincères qui doivent sans tarder venir grossir les rangs de ceux qui sont déjà sur la brèche.

N. FAUCIER.

Dans les boîtes et sur les chantiers

LA GREVE DE LA CITAX

Où en sommes-nous après un mois de lock-out ?

Nous sommes obligés de constater qu'à travers le conflit Citax les dirigeants du syndicat en profitent pour masquer l'échec où il nous conduisent et exercer un vaste chantage sur le statut du taxi.

Le statut est en gestation depuis bientôt 1 an (et pour cause) aucune action virile n'ayant été faite à temps pour le faire aboutir. Que sera-t-il ? Le Sénat vient de le voter pourtant, il le rapporte à la Chambre et avec toutes ces procédures, les copains de la Citax qui croient ainsi ce que leurs grands maîtres Garcia, Depilliers et les autres leur promettent depuis 1 mois : la fin de leurs misères par ce fameux statut. Ils n'ont pas fini d'attendre et comprendrons-t-il enfin que l'on se moque un peu trop de leur situation présente.

Le résultat de cette loi sociale avec ses dérogations multiples, récupérations des heures perdues par certaines catégories (petits propriétaires), absence absolue de contrôle des heures de travail pour cette même fraction de travailleurs. En plus des compagnies, loueurs et artisans profitent de tout ces retards qu'ils ont provoqués pour marquer un grand nombre de voitures si bien que la limitation deviendra ainsi que le reste du statut presque inopérante.

Seulement ces Messieurs suivant leurs habitudes vont essayer de faire victoire, en fait 3.000 travailleurs et parmi eux un certain nombre de mécanos et de loueurs ne bénéficieront de rien, leurs fédérations respectives les laissent royallement tomber. Obtient-ils leurs vacances et préavis ? Qu'ils y veillent et réagissent.

Les travailleurs commencent à se rendre compte qu'ils sont dupes de plus en plus avec ce fallacieux prétexte de soutien du Front Populaire ; au début de ce mouvement nos pontifes voulaient ménager les deniers publics et s'opposaient formellement au prêt de 3 millions aux pâtières administratives de la Citax, très bien, mais tout traine en longueur et les platières multiples de dérogations multiples, récupérations des heures perdues par certaines catégories (petits propriétaires), absence absolue de contrôle des heures de travail pour cette même fraction de travailleurs. En plus des compagnies, loueurs et artisans profitent de tout ces retards qu'ils ont provoqués pour marquer un grand nombre de voitures si bien que la limitation deviendra ainsi que le reste du statut presque inopérante.

Cette décision d'action directe, fut prise par l'ensemble des équipes à la sortie de leur réunion, décision énergique des travailleurs de la base, en réponse à la nonchalance de leurs fondateurs syndicaux.

Nous avons pu entendre, et ceci est reconfortant, de vibrantes « Internationales » jaillir de centaines de poitrines, quelques bolchévistes essayant d'enfoncer la « Marseillaise », ils furent vite rabâchés par des cris : « Eh m.. de pour VOTRE « Marseillaise ».

Bravo ! travailleurs de la mer. Vous avez prouvé à vos « chefs » que vous savez mener vos affaires vous-mêmes, malgré eux, par-dessus eux, continuez et vous serez considérés car ils vous craignent.

DANS LA CHAPELLERIE

La récente grève de la chapellerie parisienne a attiré l'attention sur cette corporation qui était demeurée longtemps dans un état voisin de la léthargie totale. Un des plus anciens syndicats vient ainsi de se remettre en mouvement. Il a fallu pour cela que les ouvriers comprennent que l'on n'avait rien à attendre des promesses que leur faisait le patronat.

Aussi, on peut espérer que ce réveil sera durablement ressenti par les exploiteurs de la chapellerie. Mais notre corporation, qui depuis qu'elle avait depuis de longues années déjà le contrat collectif s'était tenu un peu à l'écart du mouvement général, a compris que ce contrat ne garantissait plus suffisamment les salaires en raison de l'élévation constante du coût de la vie, d'où le mouvement actuel.

Il faut dire aussi que le fort contingent d'ouvriers étrangers qui compte la chapellerie innove dans la lutte revendicative en raison de la répression gouvernementale toujours si sévère envers les militants ouvriers.

Malgré cela, le réveil a eu lieu et il nous permet d'espérer que les ouvriers de la chapellerie ont maintenant compris que leur meilleure défense est dans l'action et non dans les discours.

Df, ouvrier chapelier.

DANS LES SYNDICATS

AU SYNDICAT DES MINEURS DE SAINT-ETIENNE

Les agissements « nacos »

Chez les mineurs, comme partout ailleurs, les nacos emploient tous les moyens pour, non seulement s'emparer de la direction du syndicat, mais aussi pour vider tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

Le dimanche 28 février ont eu lieu les élections pour le renouvellement du Conseil syndical de Saint-Étienne. L'ancien conseil était composé de vingt membres dont une bonne minorité adversaire des nacos. Le nouveau conseil doit être composé de 35 membres ; cette augmentation est justifiée par l'afflux de nouveaux adhérents. 41 candidats étaient présents, dont six à éliminer la minorité générale ; tous les nouveaux candidats étaient d'obéissance communiste, un travail souterrain avait été accompli par les cellules dans chaque section pour avantage les candidats choisis, toutes les manœuvres étaient employées pour éviter que d'autres que les leurs soient présentés. Il n'est pas nécessaire d'indiquer par le détail le travail accompli par ces individus, surtout que la plupart des camarades nouveaux syndiqués ne connaissent pas grand-chose au fonctionnement du syndicat et ces camarades étaient appelés à voter pour eux.

Pour faire avancer le pilote, Timbault souligne que la direction continuera de payer le salaire de ces camarades (mais pendant combien de temps ?)

En fait cette solidaire victoire est plutôt une défaite.

Il est grand temps que les ouvriers le comprennent et poussent les chefs syndicaux à la lutte de classe. En effet, il faut réagir avec vigueur pour que les copains frappés soient réintégres, sinon cette tactique nouvelle syndicale.

LE CERCLE SYNDICALISTE

« LUTTE DE CLASSES »

organise le VENDREDI 12 MARS A 20 h. 30, Salle des JEUNESSES REPUBLICAINES, 10 rue Dupetit-Thouars (Métro République ou Temple) une conférence sur L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE.

Le Congrès Régional de la C.N.T.

Le Congrès de la Régionale du Travail de Catalogne vient de se terminer, 593 syndicats étaient représentés par 702 délégués parlant au nom de 954.547 travailleurs organisés. C'est dire l'importance du Congrès qui a eu lieu au moment où la tragédie espagnole traverse une phase décisive.

La place nous manque pour relater les débats et souligner certaines discussions intéressantes.

Bornons-nous simplement à donner les décisions essentielles qui furent prises par les congressistes, et qui reflètent en bloc les volontés d'action de la C.N.T. à propos des problèmes que posent la guerre civile et la Révolution sociale.

1^{er} La Confédération Régionale du Travail de Catalogne ratifie son alliance avec l'Union Générale des Travailleurs pour assurer la victoire sur le fascisme et la libération économique et politique des producteurs.

2^o Pour cette victoire elle réclame l'utilisation immédiate de tous les moyens de production, chose impossible si toutes les organisations de producteurs n'ont pas la charge de la direction et de l'exploitation de fabriques, des ateliers, des mines et des moyens de transports. Dans l'œuvre générale, les organisations ouvrières doivent prendre, de suite, la part qui leur incombe, sous peine de subir la plus grande des failles historiques.

3^o La production devra être développée sous toutes les formes, ce qui réclame l'intervention directe dans ce travail général de tous les éléments de travail, que sont avant tout les organisations de producteurs manuels et intellectuels sous la direction desquels il devra être procédé à la mobilisation générale de tous les hommes capables de produire.

4^o Les industries devront être sélectionnées et la main-d'œuvre redistribuée suivant les besoins de la guerre et de la population.

5^o Doit en finir avec le paiement d'énormes subventions pour maintenir des industries mortes, des occupations inutiles et de la main-d'œuvre paralysée. Il faut également en finir avec les hauts salaires bureaucratiques et le maintien d'une police uniforme particulière au régime disparu.

6^o Mobilisation des moyens financiers officiels